

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 30/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES_Guéigny

36 Rue de la manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : -

Code AIOT : 0005401788

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES_Guéigny implanté ZI de Villemenant 58130 Guéigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES_Guéigny
- ZI de Villemenant 58130 Guéigny
- Code AIOT : 0005401788
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

AXEREAAL exploite sur le territoire de la commune de Guérigny une installation de stockage de céréales. Le fonctionnement des installations est assuré par une équipe de 3 salariés sous la responsabilité d'un responsable de site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	aire de dépotage	AP de Mise en Demeure du 27/04/2025, article 1	Astreinte	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	détecteurs incendie ou gaz de combustion	AP de Mise en Demeure du 27/04/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en oeuvre les travaux de mise en conformité de l'aire de dépotage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : aire de dépotage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux
Prescription contrôlée : <p>La société AXEREAL, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY, est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, :</p> <ul style="list-style-type: none"> les dispositions prévues aux articles A2.3 et A2.6 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1989 en mettant aux normes son aire de dépotage ;
Constats : <p>L'exploitant n'a procédé à aucun travaux depuis l'inspection précédente et depuis la signature de la mise en demeure du 27 avril 2025.</p> <p>Il n'a pas été en mesure de présenter un devis d'une société pour la mise en conformité de l'aire de dépotage (par exemple par la mise en place d'un débourbeur-déshuileur ou d'une rétention associée).</p>

L'exploitant n'est pas en mesure de décrire le fonctionnement des réseaux d'eaux pluviales sur le site ni d'indiquer où sont les points de rejets. La Nièvre coule à moins de 25 mètres de l'aire de dépotage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 :

L'exploitant mettra en œuvre dans les meilleurs délais les dispositions prévues aux articles A2.3 et A2.6 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1989 (notamment sol étanche, rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : détecteurs incendie ou gaz de combustion

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/04/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, détection incendie

Prescription contrôlée :

La société AXEREAL, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY, est mise en demeure de respecter **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, :**

- les dispositions prévues à l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 novembre 2001 en procédant à la pose de détecteurs d'incendie ou de gaz de combustion.

Constats :

Cette prescription n'est plus adaptée car le site est désormais non classé pour le stockage d'engrais. Cette situation administrative a été actée par arrêté préfectoral du 24 mai 2018 portant déclassement d'activités exercées par Axereal.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure